

**Etablissement Public Territorial
PARIS TERRES D'ENVOL**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

DECISION DU PRESIDENT

DU 16 JANVIER 2017

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT, LE SEIZE JANVIER
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°08 – FINANCES – SUPPRESSION DE LA REGIE D'AVANCES POUR LE PAIEMENT DES MENUES DEPENSES DE LA CRECHE
«MARYSE BASTIE» DU BOURGET**

Le Président,

Vu l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le décret n°2015-1660 du 11 Décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial « Paris Terres d'Envol »,

Vu l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,

Vu la délibération de l'établissement public territorial « Paris Terres d'Envol » en date du 11 janvier 2016 par laquelle le Conseil de Territoire a délégué ledit jour, à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions pour créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du territoire,

Vu le décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment son article 22,

Vu le décret N° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret N°66-850 du 15 Novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté ministériel en date du 3 Septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des établissements publics nationaux et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'instruction codificatrice N° 06-031-A-B-M en date du 21 Avril 2006 définissant les dispositions concernant les régies de recettes, les régies d'avances et les régies de recettes et d'avances des collectivités et établissements publics locaux,

Vu la décision n°11 du 18 janvier 2016 créant une régie d'avances pour le paiement des menues dépenses de la crèche «Maryse Bastié» du Bourget,

Vu la délibération n°139 en date du 19 décembre 2016 par laquelle le Conseil de Territoire a décidé à effet du 1^{er} janvier 2017 de restituer aux communes des compétences héritées des deux Communautés d'Agglomération préexistantes,

Vu l'avis conforme de Madame le comptable public assignataire de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol du 13 janvier 2017,

Considérant la nécessité de tirer les conséquences pratiques en matière de régie de la restitution de compétences liées à l'accueil de la Petite Enfance.

DÉCIDE

Article 1 De supprimer la régie d'avances pour le paiement des menues dépenses de la crèche «Maryse Bastié» du Bourget à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 2 Le Président et le Comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 3 Ampliation de la présente décision sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis,
- Madame le comptable public assignataire de l'Etablissement Public Territorial «Paris Terres d'Envol».

Article 4 Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil de Territoire

Pour extrait conforme



Le Président
Bruno BESCHITZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20170116-08-16-01-2017-AU
Date de télétransmission : 20/01/2017
Date de réception préfecture : 20/01/2017